



Section Belgique-Roumanie



22-26 novembre 2013

Visite d'une délégation de la section en Roumanie

175e Anniversaire

L'année 2013 marque le 175e anniversaire des relations entre la Belgique et la Roumanie. Il y a trois ans déjà, en février 2010, une délégation de parlementaires roumains accomplit une visite de trois jours en Belgique. C'est ainsi que Madame Muriel GERKENS, présidente de la section Belgique-Roumanie de l'Union interparlementaire, prit l'initiative d'organiser une visite de trois jours en Roumanie.

La délégation était composée de :

- Muriel GERKENS (Chambre, Ecolo-Groen)
- David CLARINVAL (Chambre, MR)
- Etienne SCHOUPPE (Sénat, CD&V)

Monsieur Philippe BEKE, ambassadeur belge à Bucarest depuis 2011, mit préalablement au point tous les contacts et accompagna de bout en bout la délégation, laquelle était assistée par Serge DE RYCK, secrétaire de la section.

Programme

Le programme comportait notamment :

- la visite de firmes belges établies en Roumanie, plus particulièrement H.Essers, le Groupe Vlerick et Coilprofil, dont les sociétés-mère sont établies respectivement à Genk, Courtrai et Wijnegem ;
- la rencontre d'acteurs économiques locaux à Brasov, dans les Carpates ;
- la rencontre des autorités de Buzau, ville jumelée depuis 1991 avec la ville d'Audenarde ;
- la rencontre d'acteurs de la santé, dont M. Raed ARAFAT, secrétaire d'Etat à la Santé ainsi que les responsables de l'hôpital universitaire d'urgence de Bucarest ;
- la rencontre de responsables politiques roumains, parmi lesquels M. Valeriu Stefan ZGONEA, président de la Chambre des députés, M. Petru FILIP, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Mme Rodica NASSAR, présidente de la commission de Santé publique de la Chambre, M. Florin JORDACHE, président de la commission des Affaires sociales de la Chambre, et M. Mircea DUSA, ministre de la Défense nationale et président du groupe d'amitié Roumanie-Belgique.

Les informations consignées dans ce rapport, ainsi que les opinions y exprimées, furent recueillies lors de ces rencontres.

DONNÉES DE BASE

Membre de l'Union européenne et de l'Otan

En 1989, la Roumanie a connu une révolution qui a sonné le glas de près d'un demi-siècle de dictature communiste. Cette période, contemporaine de la Guerre froide, est généralement vécue comme une parenthèse douloureuse.

En 2007, le pays est entré dans l'Union européenne, mais reste sujette à un mécanisme de coopération et de vérification en raison de l'instabilité et de la corruption qui caractériseraient son ordre constitutionnel et judiciaire. Ce mécanisme, qui donne lieu à des rapports périodiques de la Commission européenne, est ressenti comme un message de Bruxelles que la Roumanie n'est pas ou pas encore membre à part entière.

La Roumanie désire entrer pleinement dans l'espace Schengen, c'est-à-dire qu'elle souhaite au-delà de la coopération policière et judiciaire également l'abolition des frontières internes. L'entrée dans la zone euro, initialement prévue pour 2015, a quant à elle été reculée de cinq ans. Dès le 1er janvier 2014, les travailleurs roumains bénéficieront de la libre circulation dans toute l'Union européenne.

Comme membre de l'Otan depuis 2004, la Roumanie prend, avec la Pologne et la Turquie, une part active à la réalisation dès 2015 du bouclier anti-missiles préconisé par Washington.

Population locale, présence belge et position géopolitique

La Roumanie compte officiellement 20 millions d'habitants, dont environ un dixième vit à Bucarest. Selon diverses estimations, 1,5 à 2 millions de Roumains vivraient à l'étranger.

La Roumanie compte environ 400 résidents belges. L'ambassade belge emploie une trentaine de personnes et est située dans une maison construite en style Art Déco. Un Belge, Christian Heinzmann, dirige la compagnie aérienne nationale Tarom. La firme Delhaize est, sous la dénomination de Méga-Image mais reconnaissable grâce à son lion, fort présente à Bucarest et dans les environs.

Le pays est divisé en départements, la constitution de régions – telles qu'en connaissent la Belgique et la France, par exemple, dans le cadre de l'Europe des Régions – peine à se concrétiser.

Une forte minorité hongroise d'environ 6 % de la population, dispersée dans plusieurs enclaves, a des droits linguistiques et culturels mais revendique plus d'autonomie.

Cela, ainsi que les bonnes relations avec son pays voisin la Serbie, explique sans doute pourquoi la Roumanie fait partie des cinq pays de l'Union européenne qui n'ont pas ou pas encore reconnu l'indépendance du Kosovo, déclarée en 2008.

En revanche, la Roumanie préconise l'intégration à l'Union européenne de tous les pays des Balkans. Au moment du départ de la délégation, le mardi 26 novembre 2013, se tenait dans le Palais du Parlement à Bucarest un sommet réunissant le premier ministre chinois Li KEQIANG et ses homologues de seize pays de la région centrale et orientale de l'Europe, dont onze sont membres de l'Union européenne et cinq autres sont appuyés par Bucarest : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie.



Situation économique

Au plan économique, la dette publique est inférieure à 40 % du produit intérieur brut, le déficit du budget de l'Etat ne dépasse pas 2,5 % et le taux de croissance oscillerait, selon les tout derniers chiffres, entre 1,5 et 2 %. L'économie informelle occupe toutefois une part très importante. L'agriculture, qui assure la subsistance de nombreux habitants ruraux à bas revenu, est organisée de manière telle – les propriétés sont morcelées et les coopératives quasi inexistantes à cause du passé communiste – que la Roumanie est devenue importatrice de blé, de fruits et de légumes. La part de l'industrie, évaluée à 40 % environ du produit intérieur brut, a récemment dépassé la part du commerce. Les investissements étrangers, qui proviennent principalement des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Autriche, représentent près de la moitié du produit intérieur brut.

Le taux d'imposition unique est fixé à 16 % mais suivant certaines estimations seuls 3 millions de sociétés et d'individus contribueraient par ce biais au budget de l'Etat. La taxe à la valeur ajoutée est fixée, quant à elle, à 24 % (sauf pour le pain depuis le 1er septembre de cette année, où le taux est de 9 %), mais à ceux qui sont en droit de la récupérer on oppose parfois des délais de un, voire deux ans et plus, mettant les entreprises et les commerces dont question en difficultés.

Le développement du pays souffre d'un manque d'infrastructures tant routières (il y a à peine 500 kilomètres d'autoroutes dans un pays qui fait, en superficie, environ la moitié de la France) que ferroviaires (les corridors européens IV et IX qui donneraient accès à la Mer noire sont loin d'être réalisés). La navigation intérieure est, malgré la présence de fleuves comme le Danube et d'accès directs à la Mer noire, peu exploitée.

Politique énergétique

Sur le plan énergétique, la Roumanie désire s'affranchir davantage de la dépendance des hydrocarbures russes.

Le pays possède du pétrole et du charbon en quantité mais a une politique favorable au nucléaire. Celui-ci assure environ 20 % de l'approvisionnement actuel. Le sommet avec le premier ministre chinois Li KEQIANG déboucha d'ailleurs sur un accord de principe de construire deux centrales supplémentaires. Toutefois, le pays a aussi à cœur de développer les énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et hydraulique, dont la part relative devrait atteindre à l'horizon de 2020 près de 40 %.

L'exploitation des réserves de gaz de schiste semble être une pomme de discorde pour la population roumaine elle-même.

Le social, le flux migratoire et la santé publique

Au plan social, le taux de chômage est supérieur à 7 % de la population active. Le revenu net moyen tourne autour de 400 euros par mois. Une pension de retraite typique s'élève à environ 100 euros par mois.

Aussi, de nombreux professionnels se rendent à l'étranger, dans des pays comme l'Autriche et l'Allemagne mais aussi la Belgique. Ils sont employés dans le transport, l'industrie de la viande et la construction (les nouvelles installations de l'Otan à Evere, par exemple, emploient beaucoup de travailleurs roumains), mais aussi dans les hôpitaux et les homes, tant comme personnel soignant que comme médecins.

Environ 4 % du budget de l'Etat est consacré à la santé publique. Lors de la visite de la délégation à M. Raed ARAFAT, secrétaire d'Etat à la Santé, à l'hôpital universitaire d'urgence de Bucarest, une grève était en cours pour exiger que ce pourcentage soit porté à 6 %.

RENCONTRE AVEC DES ACTEURS ECONOMIQUES BELGES

H.Essers

Etablie à une vingtaine de kilomètres de Bucarest, la firme H. Essers emploie de par le monde 4.000 personnes. Elle est notamment présente aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie, au Portugal, en Lituanie, Bulgarie, Turquie et Moldavie. En Roumanie, elle compte 650 employés environ. La firme emploie 1.500 chauffeurs, tant belges que roumains.

La firme stocke du matériel électronique et des produits chimiques. Elle assure le conditionnement et la distribution d'objets à domicile. Il y a aussi des convois sécurisés, notamment de cigarettes. Les camionneurs de H. Essers sont localisés par gps et font des trajets vers des pays comme la Russie, l'Afghanistan, la Mongolie, l'Irak et l'Iran.

H. Essers installe actuellement des panneaux solaires sur une superficie de 12.000 mètres carrés pour assurer son approvisionnement en électricité.

H. Essers utilise intensivement (à raison de 150 conteneurs par semaine) la liaison ferroviaire entre Curtici, à la frontière hongroise, et Genk. Le trajet en train prend 35 heures. De Curtici à Bucarest, un camion met cependant deux jours.

Le manque d'infrastructure pose donc problème pour le type de transport intermodal utilisé par H. Essers.



Groupe Vlerick

A Brasov, chef-lieu d'une région touristique comptant 300.000 habitants et située environ 160 kilomètres au nord de Bucarest, dans les Carpathes, le Groupe Vlerick, dont le siège central est à Courtrai, a construit en 2006 deux tours modernes pour être occupées par des entreprises en tous genres. A terme, deux nouvelles tours seront construites. Une seule tour est occupée entièrement par Exelia, une banque italienne, qui y réalise 24 heures sur 24 des opérations dites de « back-office ». Ce centre d'affaires, qui contient des espaces de bureau, de conférence et d'exposition, a permis la création d'environ mille emplois.

Les problèmes évoqués sont le manque de continuité politique, une nouvelle coalition au pouvoir provoquant à chaque fois un changement de cap radical, le manque de personnel qualifié (soit celui-ci a émigré, soit il est trop âgé), le manque de travailleurs multilingues (en raison du fait que les entreprises ayant leur siège dans ce centre desservent plusieurs pays européens) et enfin le manque d'infrastructure routière (ce qui rend les déplacements très longs, même à la capitale).

Un aéroport est en cours de construction.

Coilprofil

Cette filiale de la firme Frisomat, établie à Wijnegem, emploie environ 75 personnes, est depuis 2002 établie à Ceptura et est spécialisée dans la construction de bâtiments agricoles et industriels en tôle. Elle produit également des toits métalliques qui imitent les tuiles.

La crise de 2008 a fait chuter le chiffre d'affaires, généralement d'environ 10 millions d'euros, de 40 %.

Il s'agit d'un marché très concurrentiel mais haut de gamme.

Rencontres avec des acteurs de la santé

Hôpital d'urgence départemental de Buzau

L'hôpital d'urgence départemental de Buzau a été financé pendant deux décennies par la province de Flandre orientale. Ce financement a pris fin dès lors que la Roumanie fait partie de l'Union européenne.

M. Marius ANASTASIU, directeur général de l'hôpital, affirme que l'émigration d'infirmières, de médecins et de dentistes pose problème au niveau du pays, surtout eu égard aux coûts liés à leur formation, mais n'a pas provoqué de pénurie à Buzau (sauf en ce qui concerne les radiologues et les urgentistes). L'exode des dentistes s'explique en partie par le fait que les soins dentaires ne sont pas remboursés par l'assurance-maladie.

Le personnel médical estime aussi être peu considéré.

Plusieurs hôpitaux, certes déficitaires, ont été fermés. Toute une partie de la population, surtout dans des régions éloignées, ne bénéficie dès lors pas de soins.

Le système hospitalier – largement public, seuls 5 % des hôpitaux sont privés – est inefficace puisqu'il n'y a pas de médecine de première ligne exercée par des généralistes ni de soins ambulatoires dispensés à domicile après hospitalisation. Les hospitalisations de ces personnes doivent dès lors être prolongées pour leur dispenser les soins de base.

Les hôpitaux roumains et belges spécialisés dans un domaine particulier (la cardiologie, par exemple) pourraient intensifier leurs relations en partageant leur savoir-faire.

Hôpital universitaire d'urgence de Bucarest

Lors de la rencontre avec M. Raed ARAFAT, secrétaire d'Etat à la Santé, une convention a été signée entre l'Etat roumain et une association sans but lucratif roumaine, représentée par M. Jozef Goebels, président de l'association flamande « Actie Dorpen Roemenië », afin de mettre sur pied une vingtaine de centres médicaux destinés à pallier au manque d'équipes médicales ambulatoires. Il est également prévu de créer un système embryonnaire de mutuelle pour faire fonctionner ces centres.



De gauche à droite : M. Raed ARAFAT ; secrétaire d'Etat à la Santé, l'interprète, M. Jozef GOEBELS, président de « Actie Dorpen Roemenië », M. Philippe BEKE, Mme Muriel GERKENS et M. David CLARINVAL.

L'hôpital universitaire d'urgence, créé en 1978 et dont l'ancien directeur est actuellement maire de Bucarest, compte 1.200 lits et emploie 3.000 personnes. Quotidiennement, il reçoit 450 malades en urgence. En oncologie, un hôpital de jour existe depuis 2006. Le lien avec l'université permet l'introduction des méthodes thérapeutiques les plus avancées. La médecine ambulatoire est développée au départ de la médecine d'urgence.

Rencontres avec des responsables politiques

Les autorités de Buzau

Le maire, M. Constantin BOSCODEALA, le préfet M. Dragos BALTA, et le président du Conseil départemental, M. Marian Cristinel BIGIU, regrettent que l'aide financière de la province de Flandre orientale ait pris fin pour cause d'entrée dans l'Union européenne, laquelle dispose de fonds spécifiques en la matière. Les relations avec la ville d'Audenarde se sont quelque peu distendues. La continuité de ces relations dépend bien entendu en grande partie des majorités issues de part et d'autre des élections successives. La ville de Buzau a besoin d'aide dans le domaine de l'assistance sociale spécialisée (drogues, violence domestique, etcétera), domaine dans lequel elle n'a pratiquement aucune expérience.

Le président de la Chambre des députés

M. Valeriu Stefan ZGONEA, président de la Chambre des députés et député depuis 2000 pour le parti social-démocrate, est ingénieur des chemins de fer. Il souligne que 250 communes roumaines sont jumelées à des communes belges. A titre privé, il a souvent visité la Belgique. L'on devrait profiter de la présence d'eurodéputés roumains à Bruxelles pour organiser des réunions bilatérales avec les parlementaires belges. Le président de la Chambre belge, M. André FLAHAUT, a promis de rendre visite à son homologue roumain en 2014, année d'élections.

M. ZGONEA constate que le Parlement ne bénéficie que de 30 % de crédibilité parmi la population et doit dès lors montrer davantage que les parlementaires s'occupent à trouver des solutions aux problèmes des gens.

La xénophobie et le nationalisme prennent de l'ampleur en Europe.

Les crédits européens sont sous-utilisés. M. ZGONEA applaudit dès lors à l'initiative de M. SCHOUPPE de favoriser une entreprise commune entre les Chemins de fer belges et les Chemins de fer roumains, sans partenaire privé, afin de valoriser la gare du Nord de Bucarest. Eurostation – une filiale des Chemins de fer belges – détiendrait 30 % du capital. Cette structure permettrait aussi plus facilement d'obtenir des aides européennes. L'idée est de faire du lieu de passage qu'est une gare un lieu où des commerces, des bureaux et des logements peuvent être implantés durablement. Mme GERKENS souligne à ce propos le rôle essentiel que peut jouer une bonne politique de mobilité comme moteur de développement économique.

Au niveau éducatif, M. ZGONEA estime que le bilinguisme devrait être la norme. A Bucarest, il y a d'ailleurs des lycées où l'on enseigne en français, en allemand, en anglais et même en turc.

Lors de la présidence grecque de l'Union européenne l'année prochaine, M. ZGONEA aimerait lancer l'idée d'un « e-Parlement ». Il s'agit d'utiliser au maximum les moyens de communication modernes afin d'intensifier les échanges de vues entre parlementaires des différents pays européens. Le Traité de Lisbonne a donné davantage de pouvoirs aux parlements nationaux. Ce projet ne devrait pas coûter plus de 60 millions d'euros.

Le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat

La délégation a eu un déjeuner de travail avec M. Petru FILIP, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat. L'échange de vues a porté principalement sur deux sujets : la difficulté de découper la Roumanie en régions, même si les traités et les fonds européens incitent à un tel découpage, et le ressenti de la Roumanie vis-à-vis de Bruxelles de ne pas être membre de l'Union européenne à part entière.



Les Commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat

Tout comme l'entretien avec le président de la Chambre des députés, les deux rencontres suivantes ont eu lieu au Palais du Parlement, anciennement baptisé « Maison du Peuple », deuxième bâtiment le plus vaste du monde après le Pentagone, dont la construction a commencé en 1984, qui nécessita le relogement de 40.000 personnes dans des conditions souvent insalubres et dans lequel le Parlement s'installa en 1994.

L'échange de vues du temps de midi avec M. Petru FILIP, du parti social-démocrate, s'est prolongé en présence de M. Daniel BUDURESCU, du parti libéral, et de M. Stefan BURLACU, du parti populaire.



La diplomatie parlementaire est très importante pour intensifier le dialogue. Celui-ci est indispensable si on veut construire une Europe où chacun puisse se sentir Européen. Il serait bon que la Belgique appuie la demande de la Roumanie d'être intégrée dans l'espace Schengen. La rigueur budgétaire de l'Etat roumain est exemplaire, le déficit ne dépassant pas 2,5 %. Il est toutefois regrettable que les grands Etats membres tels la France puissent afficher un déficit de 4 % sans être sanctionnés.

A partir du 1er janvier 2014, en vertu du traité d'adhésion, les terrains vont pouvoir être vendus à des ressortissants d'autres Etats membres de l'Union européenne, permettant l'apparition de grandes exploitations agricoles, le sous-sol étant réservé à l'Etat.

La Roumanie est en faveur de l'adhésion des pays des Balkans, en ce compris l'Albanie, à l'Union européenne mais ne définira que début 2015 sa position sur le Kosovo. Les réserves de la Roumanie vis-à-vis de l'indépendance du Kosovo ont avant tout trait à la manière dont cette indépendance a été déclarée. Il est malsain pour quelque Etat souverain que ce soit de pousser à l'autodétermination quelque territoire que ce soit d'un autre Etat souverain.

La visite du premier ministre chinois Li KEQIANG montre l'intérêt de la Chine pour le sud-est de l'Europe, mais ne constitue pas, assure-t-on, un défi à l'Union européenne étant donné qu'une rencontre similaire a eu lieu l'année passée à Varsovie et que la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Croatie, la Bulgarie et la Grèce, tous membres de l'Union européenne, participent également à ce sommet. La Moldavie, la Biélorussie et l'Ukraine ne sont pas invitées. La Roumanie n'aspire pas à devenir une puissance régionale mais cherche des partenaires pour investir dans son infrastructure.



De gauche à droite : M. Philippe BEKE, le sénateur Etienne SCHOUPPE, les députés fédéraux Muriel GERKENS et David CLARINVAL

Les commissions du Travail et de la Santé de la Chambre

Mme Rodica NASSAR, présidente de la commission de la Santé et de la Famille, ainsi que Florin IORDACHE, président de la commission du Travail et de la Protection sociale, reçoivent la délégation pour discuter des problèmes relatifs à la santé publique mais aussi ceux relatifs à ce qu'on pourrait qualifier de « dumping social ».

M. CLARINVAL expose le problème des firmes belges qui au travers d'une boîte aux lettres établie en Roumanie – donc sans activité économique réelle en Roumanie – s'arrangent pour détacher, en tant qu'intérimaires dont les cotisations sociales sont dues en Roumanie, des travailleurs roumains en Belgique, qui y vivent souvent dans des conditions inhumaines. Le but est bien entendu d'éluder la législation belge qui impose d'offrir à ces travailleurs des conditions de travail et de vie corrects et la législation européenne sur le respect des règles du détachement des travailleurs. La Cour des comptes belge a rapporté que les administrations roumaines, pourtant réputées pour leur formalisme pointilleux, délivrent parfois des formulaires en blanc. Ceci facilite évidemment la fraude sociale et ne bénéficie nullement aux travailleurs roumains eux-mêmes.

Les hôtes roumains préconisent une meilleure collaboration entre administrations pour éviter les fraudes.

Le gouvernement – qui a déjà doublé le budget de la santé ces dernières années – veut augmenter encore davantage celui-ci jusqu'à ce qu'il atteigne 6 % du budget de l'Etat. Il ne pourra cependant pas atteindre cet objectif avant 2016.

Il y a aussi des incitants pour faire en sorte que les étudiants et les professeurs ne quittent pas le pays après leur formation.

Un autre problème constitue l'exode rural des médecins de première ligne, puisque ceux-ci vont s'établir en premier lieu où ils peuvent gagner le plus.

Une partie des hôpitaux fermés pour raisons budgétaires ont été rouverts et vont organiser des permanences.

Dîner d'adieu offert par M. Mircea DUSA



M. Mircea DUSA, député de 2004 à 2012, chef de groupe du parti social-démocrate, était président du groupe d'amitié avant d'être nommé ministre en charge des relations avec le Parlement, ministre de l'Intérieur et enfin ministre de la Défense nationale. Il était accompagné de deux jeunes députés. La conversation à bâtons rompus a essentiellement porté sur les impressions roumaines de la délégation, sur la nécessité de rencontres plus fréquentes et sur le bouclier anti-missiles en cours d'installation.